



KPMG SA Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Union Internationale Contre la Tuberculose Maladies Respiratoires

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

Union Internationale Contre la Tuberculose Maladies Respiratoires  
2 rue Jean Lantier - 75001 PARIS

KPMG SA  
société française membre du réseau  
KPMG constitué de cabinets indépendants  
adhérents de KPMG International Limited,  
une société de droit anglais ("private  
company limited by guarantee").

SA  
Société de commissariat aux comptes  
Siège social : Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
775726417 RCS NANTERRE



**KPMG SA** Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Union Internationale Contre la Tuberculose Maladies Respiratoires**

2 rue Jean Lantier - 75001 PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée générale de l'Union Internationale Contre la Tuberculose et les Maladies Respiratoires,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Internationale Contre la Tuberculose et les Maladies Respiratoires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans le paragraphe de l'annexe "Faits caractéristiques" page 9 de l'annexe des comptes annuels.

##### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les

KPMG SA  
société française membre du réseau  
KPMG constitué de cabinets indépendants  
adhérents de KPMG International Limited,  
une société de droit anglais ("private  
company limited by guarantee").

SA  
Société de commissariat aux comptes  
Siège social : Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
775726417 RCS NANTERRE

entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie "Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation", nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 14 novembre 2022

KPMG S.A.

Erik Boulois

Associé

**Bilan Actif**

Bilan Actif	Du 01/01/2021 au 31/12/2021			Au 31/12/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	193 062	182 153	10 908	
Autres immobilisations incorporelles	346 030	346 030		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				1 864 533
Constructions				948 995
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	649 659	647 131	2 528	164 890
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	13 579		13 579	13 579
Autres immobilisations financières	45 506	11 180	34 326	25 139
<b>TOTAL I</b>	<b>1 247 836</b>	<b>1 186 494</b>	<b>61 342</b>	<b>3 017 136</b>
Comptes de liaison <b>II</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	379 901	172 951	206 950	492 886
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	10 014 484	723 685	9 290 798	2 409 286
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 828 805		7 828 805	5 667 815
Charges constatées d'avance	90 234		90 234	31 724
<b>TOTAL III</b>	<b>18 313 424</b>	<b>896 637</b>	<b>17 416 787</b>	<b>8 601 712</b>
Frais d'émission des emprunts <b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations <b>V</b>				
Écarts de conversion actif <b>VI</b>	<b>665 428</b>		<b>665 428</b>	<b>108 922</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>20 226 688</b>	<b>2 083 131</b>	<b>18 143 557</b>	<b>11 727 771</b>

**Bilan Passif**

Bilan Passif	31/12/2021	31/12/2020
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	858 000	858 000
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		1 887 396
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	2 317 216	429 820
Report à nouveau	-17 956 047	-12 097 753
Excédent ou déficit de l'exercice	3 697 117	-5 858 294
<b>Situation nette</b>	<b>-11 083 714</b>	<b>-14 780 831</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>-11 083 714</b>	<b>-14 780 831</b>
Comptes de liaison	<b>II</b>	
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	5 580 827	6 907 705
<b>TOTAL III</b>	<b>5 580 827</b>	<b>6 907 705</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	1 760 555	1 524 009
Provisions pour charges	8 081	100 906
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 768 636</b>	<b>1 624 916</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 399	441 068
Emprunts et dettes financières diverses	71 781	2 803 470
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	668 947	837 723
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	306 847	334 582
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	20 415 272	12 476 534
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	305 966	515 939
<b>TOTAL V</b>	<b>21 770 211</b>	<b>17 409 316</b>
Écarts de conversion passif	<b>VI</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>18 143 557</b>	<b>11 727 771</b>

**Compte de résultat**

<b>Compte de résultat</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	208 741	221 721
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		3 489
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	2 034 562	573 264
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		1 200 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	4 053	95 951
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	26 645 929	24 352 532
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	594 006	1 065 639
Utilisations des fonds dédiés	4 411 450	20 432 322
Autres produits	83 367	530 412
<b>TOTAL I</b>	<b>33 982 109</b>	<b>48 475 331</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises	224	5 977
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	7 673 685	8 181 850
Aides financières	11 733 059	17 168 361
Impôts, taxes et versements assimilés	128 516	195 402
Salaires et traitements	6 701 604	5 418 663
Charges sociales	1 242 241	1 135 925
Dotations aux amortissements et dépréciations	258 018	608 518
Dotations aux provisions	667 194	1 193 748
Reports en fonds dédiés	3 084 572	17 694 428
Autres charges	4 408 722	276 959
<b>TOTAL II</b>	<b>35 897 834</b>	<b>51 879 831</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-1 915 725</b>	<b>-3 404 501</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	69 580	71 302
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		1 059 710
Différences positives de change	896 115	504 360
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>965 696</b>	<b>1 635 372</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	567 769	108 922
Intérêts et charges assimilées	8 853	27 108
Différences négatives de change	650 215	556 095
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>1 226 837</b>	<b>692 125</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-261 142</b>	<b>943 247</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-2 176 867</b>	<b>-2 461 254</b>

**Compte de résultat (Suite)**

<b>Compte de résultat (Suite)</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>31/12/2020</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	950 432	1 464 387
Sur opérations en capital	7 432 926	1 625 888
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 745 593	1 229 149
<b>TOTAL V</b>	<b>10 128 951</b>	<b>4 319 424</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	1 095 047	621 521
Sur opérations en capital	3 041 902	6 416 607
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	102 365	662 220
<b>TOTAL VI</b>	<b>4 239 313</b>	<b>7 700 349</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>5 889 638</b>	<b>-3 380 925</b>
Participation des salariés aux résultats <b>VII</b>		
Impôts sur les bénéfices <b>VIII</b>	<b>15 653</b>	<b>16 115</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>45 076 755</b>	<b>54 430 126</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>41 379 638</b>	<b>60 288 420</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>3 697 117</b>	<b>-5 858 294</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## **Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 18 143 557 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 3 697 117 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Objet social

L'association intitulée Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires, reconnue d'utilité publique par décret du 2 novembre 1999, dont la déclaration de création a été publiée au Journal officiel du 9 novembre 1999, a pour but de mettre fin aux souffrances dues à la tuberculose et aux maladies pulmonaires, anciennes et nouvelles, la prévention contre les maladies respiratoires et les soins. Elle vise à garantir que personne n'est laissé à l'écart, que les personnes sont traitées de manière égale et qu'une attention particulière est accordée aux populations et communautés vulnérables et marginalisées.

L'Union est une organisation de membres, une organisation technique et une organisation scientifique. Nous avons été créés en 1920 et sommes dirigés par des personnes engagées dans notre vision: un monde plus sain pour tous, exempt de tuberculose et de maladie pulmonaire. Nos membres sont des organisations et des individus de toutes les régions du monde.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

### Description de l'objet social et des activités de l'association

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Lutte contre la Tuberculose :

L'Union œuvre à l'élimination mondiale de la tuberculose. Nous soutenons une prévention et des soins de haute qualité et accessibles pour les personnes atteintes et à risque de tuberculose, afin d'élargir la base de données probantes pour les soins et la prévention de la tuberculose et de mettre en œuvre de nouvelles connaissances dans les politiques et les pratiques.

- Lutte Anti-tabac :

Le tabac tue huit millions de personnes chaque année, dont 65 000 enfants qui meurent de maladies liées à la fumée secondaire. La pandémie de COVID-19 apporte une nouvelle urgence à la réduction de la consommation de tabac, et l'augmentation de la nicotine et des produits du tabac tels que les cigarettes électroniques présente de nouveaux défis et complexités dans la lutte contre le tabac.

L'Union centre son travail de lutte antitabac autour de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT de l'OMS) - un traité international sur la santé - et d'un ensemble de mesures fondées sur des preuves prouvées pour réduire l'usage du tabac appelé MPOWER. Notre travail s'étend sur plus de 50 pays, touchant les deux tiers des fumeurs dans le monde. Nous nous concentrons sur les pays à revenu faible et intermédiaire, où se produisent 80% des décès dus au tabac.

- Lutte contre les maladies non transmissibles :

Les maladies non transmissibles (MNT), dont le cancer, les maladies cardiovasculaires et le diabète, sont désormais des facteurs importants dans deux décès sur trois dans le monde. Avec la prévalence de l'usage du tabac encore très élevée dans de nombreuses régions du monde et les taux croissants d'obésité, le fardeau des MNT est de plus en plus important.

Actuellement, les MNT sont sous-reconnues et sous-financées par de nombreux systèmes de santé dans le monde. Et alors que la charge de morbidité dans les pays à revenu faible et intermédiaire commence à passer des maladies infectieuses aux maladies non transmissibles, ce problème, en soi, est un défi majeur de santé publique. Cela s'ajoute aux défis complexes que les MNT présentent pour ceux qui luttent contre l'impact des maladies infectieuses, y compris la tuberculose et, dernièrement, le COVID-19.

L'Union joue un rôle clé dans les efforts internationaux de sensibilisation à la menace causée par l'augmentation des MNT, en tant que partenaire de l' Alliance MNT.

### **Description des moyens mis en œuvre**

Notre action est possible grâce à une présence locale sur nos principaux terrains d'opérations. Nos spécialistes coordonnent, gèrent et supervisent nos projets, couvrant les zones géographiques comprenant parfois plusieurs pays.

Le travail de l'Union soutient directement les objectifs de développement durable (ODD) énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par tous les Etats membres des Nations Unies (ONU), pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et assurer la prospérité pour tous.

- OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE CIBLE 3.3 :

"D'ici 2030, mettre fin aux épidémies de sida, de tuberculose, de paludisme et de maladies tropicales négligées et lutter contre l'hépatite, les maladies d'origine hydrique et autres maladies transmissibles."

À l'appui de l'objectif 3.3, l'Union peut démontrer son impact en utilisant le principe "SAVOIR-PARTAGER-ACTE." Ces principes ont guidé le travail de l'Union depuis sa fondation il y a 100 ans et démontrent comment une science révolutionnaire, si elle est correctement partagée, peut conduire à une action mondiale. Les exemples suivants montrent comment le travail de l'Union conduit au changement - de la recherche à la connaissance et à la mise en œuvre.

- **SAVOIR**

KNOW est l'endroit où The Union recueille les preuves à travers nos essais cliniques, notre recherche opérationnelle et notre analyse des questions de politique de santé et de transfert de politique.

- **PARTAGER**

SHARE est l'endroit où l'Union partage largement les preuves et les connaissances acquises, en veillant à ce qu'elles soient accessibles à tous, en aidant nos partenaires et en diffusant les dernières meilleures pratiques.

Nous avons développé nos activités de « Formation » ainsi qu'un journal scientifique qui sont autant de vecteurs de diffusion et de transmission.

Notre Conférence annuelle est un lieu d'échange et d'expertise reconnue dans le milieu scientifique comme un événement essentiel.

- **ACTE**

ACT est l'endroit où L'Union travaille avec d'autres pour mettre en œuvre des solutions, fournir des services de santé vitaux et plaider en faveur des politiques et des ressources nécessaires pour protéger la santé.

## Faits caractéristiques

- Grâce à la vente de ses actifs mais aussi au plan d'économies réalisé sur sa structure centrale, l'association a dégagé un résultat net très significativement positif. Par ailleurs, l'accord signé en 2021 avec l'un de ses principaux créanciers lui permet, sur une période de 10 ans, de ne pas faire face à l'exigibilité immédiate de la dette tout en bénéficiant d'un plan d'apurement défini.  
Bien que ces deux événements influencent positivement la lecture du bilan, la situation financière reste fragile et il subsiste toujours une incertitude significative relative à la continuité d'exploitation.
- De par les négociations survenues avec notre principal créancier les activités planifiées sur notre principal programme n'ont pas pu être pleinement déployées sur l'exercice. Ces retards ont impacté significativement nos niveaux de marges liés à ce projet, grevant ainsi notre résultat d'exploitation ;
- Poursuite de la restructuration : l'exercice 2021 a été marqué par la continuité des actions menées en 2021 sur :
  - La gestion des coûts dans leur globalité et plus particulièrement sur les activités nécessitant un besoin en fonds de roulement important,
  - Le redimensionnement de certains départements ou services suivant les besoins réels de l'organisation ;
- La crise politique en Birmanie s'est aggravée en 2021, rendant plus difficile l'exécution du contrat ainsi que la continuité des opérations de banque dans le pays. Le niveau d'activité et donc de rétribution financière s'en est ressenti.
- En Juillet 2021, l'Union a procédé à la vente de ses actifs immobiliers situés aux 68 et 70 boulevard Saint-Michel 75006 Paris. Le montant de la cession a été fixé à 7 200 000€ auquel s'ajoute 10 000€ complémentaires au titre des actifs mobiliers encore présents dans ces locaux.  
Une partie de ces actifs ayant été financée par emprunts nous avons reversé à la banque la somme de 324 000€ correspondant au solde du capital restant dû de ces emprunts. En complément des frais bancaires à hauteur de 20 670 euros ont dû être acquittés.  
La plus-value comptable générée s'établit à 4 324 000 euros.

## Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

## Cotisations avec contrepartie

Les cotisations des membres font maintenant l'objet d'une rubrique spécifique du compte de résultat nommée "Cotisations".

Les cotisations avec contrepartie sont les cotisations ayant une autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

A l'Union les membres bénéficient également d'une réduction de tarif sur le paiement de la souscription à la Conférence.

Au sens du règlement ANC 2018-06 les cotisations des membres sont donc avec contrepartie.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Lorsque les cotisations portent sur une période postérieure à l'exercice comptable, un produit constaté d'avance est comptabilisé afin de respecter le principe de séparation des exercices.

Au titre de l'exercice 2021 les cotisations totalisent 208 741 euros.

### Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le projet défini répond aux deux conditions suivantes :

- être conforme à la réalisation de l'objet de l'association ;
- être clairement identifié, les coûts imputables devant être nettement individualisés.

La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Reports en fonds dédiés ».

Le montant des fonds dédiés de l'exercice N est repris en résultat, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Utilisation des fonds dédiés ».

Les fonds dédiés débiteurs font l'objet d'un produit à recevoir, selon la continuité du projet et les modalités de versement des prochaines échéances à la date de l'établissement des comptes.

Par prudence, tout encaissement non réalisé à la clôture et relatif à ces produits à recevoir fait l'objet d'un test de dépréciation.

A la clôture de l'exercice les fonds dédiés s'établissent à 5 580 827 euros.

### Aides financières et Contributions financières

Une aide financière est :

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les aides financières sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges ou de produits :

- d'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ;
- exceptionnelles si elles ne relèvent pas de l'activité normale de l'entité.

L'Union octroie des aides financières à des entités pour réaliser des actions entrant dans le cadre de la gestion de projets.

S'agissant d'aides entrant dans l'activité normale de l'entité ces aides sont comptabilisées en charges d'exploitation dans la rubrique "Aides financières".

Au titre de l'exercice 2021 le montant des aides financières octroyées s'établit à 11 733 059 euros.

L'Union reçoit des aides financières d'autres entités pour réaliser des actions entrant dans le cadre de la gestion de projets.

S'agissant d'aides entrant dans l'activité normale de l'entité ces aides sont comptabilisées en produits d'exploitation dans la rubrique "Contributions financières".

Au titre de l'exercice 2021 le montant des aides financières reçues s'établit à 26 645 929 euros.

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

Types d'immobilisations	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Immobilisations incorporelles	Linéaire	3 ans
Agencements et installations	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Opérations en devises**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

### **Provision pour risques et charges**

Le montant global des provisions pour risques et charges s'établit à la clôture de l'exercice à 1 768 636 euros.

### **Engagements de départ à la retraite**

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont évalués et mentionnés dans l'annexe des comptes annuels.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (absence de convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation : Taux Iboxx Corp AA10+ (0.98% à fin 2021).

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 31 139.06 euros.

### **Emprunts**

Suite à la cession des actifs immobiliers survenue sur 2021 et à l'accord négocié avec ses principaux créanciers, l'association au terme de l'exercice 2021 n'a plus aucun emprunt ou avance remboursable en cours.

### **Contributions volontaires en nature**

Au regard de la surface financière de l'association la valorisation du bénévolat est non significative.

### **Régime fiscal**

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

### **Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 112 412 € toutes taxes comprises.

Parmi cette somme, 0€ correspondent à des prestations entrant dans les services autres que la certification des comptes.

### **Rémunérations versées à certains dirigeants**

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 150 995€ en 2021.

**Engagements donnés et reçus**

L'Union a signé un accord avec son principal créancier, ce qui a pour effet de suspendre l'exigibilité de la plupart des dettes.

L'association s'est engagée à certains paiements sur 10 ans sur la base d'un pourcentage de son excédent de résultat d'exploitation. Après 10 ans, le passif résiduel fera l'objet d'un effacement de dettes.

L'accord comprend une clause de confidentialité et, par conséquent, l'association n'est pas en mesure de révéler ou de discuter de tout autre détail de l'accord.

**Tableau des effectifs**

	<b>Nombre de salariés au 31/12/2021</b>	<b>Nombre de consultants au 31/12/2021</b>	<b>Total au 31/12/2021</b>
<b>1-Paris</b>	<b>12</b>	<b>55</b>	<b>67</b>
<b>2-Bureaux</b>			
Inde	135	66	201
Mexique	1	4	5
Birmanie	336	1	337
Ouganda	5		5
<b>2-Total des bureaux</b>	<b>477</b>	<b>71</b>	<b>548</b>
<b>TOTAL 1+2</b>	<b>489</b>	<b>126</b>	<b>615</b>
Singapour	4	29	33
Royaume-Uni	11	6	17
<b>3-Total des filiales indépendantes</b>	<b>15</b>	<b>35</b>	<b>50</b>
<b>TOTAL 1+2+3</b>	<b>504</b>	<b>161</b>	<b>665</b>

**Exigibilité des dettes**

Le tableau de l'annexe des comptes annuels intitulé "Etat des créances et des dettes" présente dans la rubrique "Autres dettes" un total de 20 415 272 euros.

Suite à l'accord passé avec ses principaux bailleurs, une partie significative de ces dettes pourrait à terme être effacée. Néanmoins, au regard de l'incertitude encadrant l'assiette servant de base à la détermination des remboursements à retenir sur les 10 prochaines années, il n'est à ce jour pas possible de déterminer la quote-part de dette non exigible. Dès lors, l'intégralité de ce poste de dettes a été positionnée en exigibilité à "Echéances à moins d'1 an".

## Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	527 872		11 220
<b>TOTAL</b>	<b>527 872</b>		<b>11 220</b>
Terrains	1 864 533		
Constructions :	3 112 207		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	1 157 873		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	960 665		415
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>7 095 278</b>		<b>415</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	38 718		8 158
<b>TOTAL</b>	<b>38 718</b>		<b>8 158</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>7 661 868</b>		<b>19 793</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			539 092	
<b>TOTAL</b>			<b>539 092</b>	
Terrains		1 864 533		
Constructions :		3 112 207		
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agenct et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agenct et aménagt. divers		1 157 873		
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		311 421	649 659	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>TOTAL</b>		<b>6 446 034</b>	<b>649 659</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	-22 250	10 041	59 085	
<b>TOTAL</b>	<b>-22 250</b>	<b>10 041</b>	<b>59 085</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>-22 250</b>	<b>6 456 074</b>	<b>1 247 836</b>	



### Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	527 872	312		528 184
<b>TOTAL</b>	<b>527 872</b>	<b>312</b>		<b>528 184</b>
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	2 163 212	63 869	2 227 081	
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 012 083	16 909	1 028 992	
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	941 565	3 432	297 866	647 131
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>4 116 860</b>	<b>84 210</b>	<b>3 553 939</b>	<b>647 131</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 644 732</b>	<b>84 522</b>	<b>3 553 939</b>	<b>1 175 315</b>

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acq. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>DOTATIONS NON VENTILÉES</b>			<b>REPRISES NON VENTILÉES</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

### Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
Provisions pour :				
- Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Risques et charges</b>				
Provisions pour :				
- Litiges	1 272 734	87 393	939 084	421 042
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change	108 922	556 506		665 428
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	243 259	682 166	243 259	682 166
<b>TOTAL II</b>	<b>1 624 916</b>	<b>1 326 064</b>	<b>1 182 344</b>	<b>1 768 636</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
Immobilisations :				
- Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières		11 180		11 180
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	424 890	163 496	415 435	172 951
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	1 430 456	10 000	716 771	723 685
<b>TOTAL III</b>	<b>1 855 347</b>	<b>184 676</b>	<b>1 132 206</b>	<b>907 817</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>3 480 262</b>	<b>1 510 740</b>	<b>2 314 550</b>	<b>2 676 453</b>
<i>- D'exploitation</i>		840 690	568 957	
<i>Dont dotations et reprises : - Financières</i>		567 686		
<i>- Exceptionnelles</i>		102 365	1 745 593	

### Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	13 579		13 579
Autres immobilisations financières	45 506	3 078	42 428
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux	5 000	5 000	
Clients, usagers et comptes rattachés	374 901	374 901	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	8 755	8 755	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	726	726	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	12 892	12 892	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	9 992 111	9 992 111	
Charges constatées d'avance	90 234	90 234	
<b>TOTAL</b>	<b>10 543 704</b>	<b>10 487 697</b>	<b>56 007</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	1 399	1 399		
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	668 947	668 947		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	149 110	149 110		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	120 122	120 122		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	37 615	37 615		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	71 781	71 781		
Autres dettes	20 415 272	20 415 272		
Produits constatés d'avance	305 966	305 966		
<b>TOTAL</b>	<b>21 770 211</b>	<b>21 770 211</b>		

### Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 293	60 157
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	190 416	144 958
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 427	20 747
<b>TOTAL</b>	<b>269 136</b>	<b>225 862</b>

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	12 994	70 718
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	8 669 994	1 245 733
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	1 419	
<b>TOTAL</b>	<b>8 684 408</b>	<b>1 316 451</b>

**Produits et charges constatés d'avance**

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2021	31/12/2020
Produits :	- D'exploitation	305 966	515 939
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
<b>TOTAL</b>		<b>305 966</b>	<b>515 939</b>

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2021	31/12/2020
Charges :	- D'exploitation	90 234	31 724
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
<b>TOTAL</b>		<b>90 234</b>	<b>31 724</b>

**Tableaux financiers relatifs aux crédits-bails en cours**

	Terrains	Constructions	Matériaux & outillage	Autres immobilisations	TOTAL
Valeur d'origine :					
Amortissements :					
Cumuls des exercices antérieurs					
Dotations de l'exercice					
<b>TOTAL</b>					
<b>Valeur nette théorique</b>					
Redevances payées :					
Cumuls des exercices antérieurs				224 915	224 915
Montants de l'exercice				128 523	128 523
<b>TOTAL</b>				<b>353 438</b>	<b>353 438</b>
Redevances restant dues :					
À 1 an au plus				128 523	128 523
Entre 1 et 5 ans				257 046	257 046
À plus de 5 ans					
<b>TOTAL</b>				<b>385 569</b>	<b>385 569</b>
Valeur résiduelle :					
À 1 an au plus					
Entre 1 et 5 ans					
À plus de 5 ans					
<b>TOTAL</b>					
<b>Montant pris en charge dans l'exercice :</b>				<b>128 523</b>	<b>128 523</b>

### Synthèse des variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	766 532		541 695			224 837	
Contributions financières d'autres organismes	6 141 173	3 084 572	3 869 755			5 355 990	
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6 907 705</b>	<b>3 084 572</b>	<b>4 411 450</b>			<b>5 580 827</b>	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif  
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

### Synthèse des variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
Donations temporaires d'usufruit				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

**Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation**

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Agence Française de Développe	766 532		541 695			224 837	
<b>TOTAL</b>	<b>766 532</b>		<b>541 695</b>			<b>224 837</b>	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif  
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



**Variation des fonds dédiés - Contributions financières**

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Johnson & Johnson Found:	87 373		87 373				
Canton de Vaud 2019-2022	24 313		12 408			11 905	
90EDCTP1	6 344	58 978				65 322	
CDC	11 108		11 108				
Bloomberg Initiative	3 835 147		3 318 110			517 037	
Bloomberg Initiative - STOP 20	141 669	663 596				805 265	
BMGF USEA Grant Agreement,		1 056 764				1 056 764	
26JANGRA		68 156				68 156	
Global Fund-MYANMAR HIV	90 072	109 312				199 384	
Global Fund (USEA)	1 174 229	689 320				1 863 549	
(WHO)-World Health Organizat	85 604		75 218			10 386	
(WHO)-World Health Organiza	29 035	6 372				35 407	
76SORTIT	63 134		12 066			51 067	
Global Fund-MYANMAR TB	68 649	116 590				185 239	
Global Fund-MYANMAR TB-CO	152 905	258 654				411 559	
Jeff Starke donation	10 999		10 999				
STREAM Project for RBIPMT	158 579		148 768			9 811	
JANSEN	24 993		24 993				
IDEFEAT	47 941		47 941				
98BMGF	8 308	23 200				31 508	
<b>TOTAL</b>	<b>6 141 173</b>	<b>3 084 572</b>	<b>3 869 755</b>			<b>5 355 990</b>	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif  
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

**Variation des fonds dédiés - Contributions financières**

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
USAID 78Finding	120 771	33 630	120 771			33 630	
<b>TOTAL</b>	<b>6 141 173</b>	<b>3 084 572</b>	<b>3 869 755</b>			<b>5 355 990</b>	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif  
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

**Variation des fonds propres art.431-5**

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	858 000				858 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation	1 887 396			-1 887 396	
Réserves	429 820		1 887 396		2 317 216
Report à nouveau	-12 097 753	-5 858 294			-17 956 047
Excédent ou déficit de l'exercice	-5 858 294	5 858 294	3 697 117		3 697 117
<b>Situation nette</b>	<b>-14 780 831</b>		<b>5 584 513</b>	<b>-1 887 396</b>	<b>-11 083 714</b>
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>-14 780 831</b>		<b>5 584 513</b>	<b>-1 887 396</b>	<b>-11 083 714</b>